



LYCÉE PROFESSIONNEL : LE MARDI 18 OCTOBRE

EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION POUR LE RETRAIT DU PROJET MACRON

Le président Macron persiste à vouloir imposer aux personnels sa réforme des lycées professionnels calquée sur le modèle de l'apprentissage. La méthode ne change pas : aucun bilan de la réforme précédente, aucune concertation en amont de cette annonce brutale.

Cet été, la création du poste de la ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnelle, placée sous la **double tutelle du ministre de l'Éducation nationale et du ministre du Travail** marque la volonté d'abandonner les lycées professionnels et leurs élèves au seul marché du travail.

L'augmentation du nombre de semaines de stage impliquera une baisse du temps d'enseignement dans nos lycées. Cette baisse annoncée va de pair avec un décret paru en juin dernier pour permettre officiellement aux professeurs de LP d'exercer en collège ou en lycée G/T. La volonté de renvoyer la ventilation du volume d'enseignement au niveau local impliquera des suppressions de postes voire de disciplines, et une remise en cause du caractère national des diplômes professionnels. Cette diminution du temps scolaire percutera aussi les enseignant.e.s de matières professionnelles, pour qui le président a déjà annoncé un vaste plan de reconversion qui n'est autre qu'un plan social.

Nos organisations syndicales, fermement attachées au principe d'égalité de notre école républicaine, revendiquent le maintien d'une grille horaire nationale pour toutes les filières professionnelles. Elles revendiquent aussi une dimension émancipatrice de la formation des jeunes à laquelle participent toutes les disciplines.

Le président veut imposer dès la 5ème de collège un dispositif « Avenir » consistant à dédier une demi-journée par semaine pour découvrir les métiers et les entreprises. **Pour nos organisations, l'avenir serait de renforcer les missions et le nombre de personnels d'orientation et de préparer les collégiens à tous les parcours d'orientation sans exception.**

Oui, la carte des formations doit évoluer, nous le portons haut et fort depuis des années. Pour nos organisations, elle doit évoluer dans l'intérêt général du pays au prisme des grands enjeux écologiques, de la prise en charge du Grand âge, de la nécessaire ré-industrialisation, du numérique... D'aucune façon, son «évolution» ne doit se restreindre à la seule mise en adéquation avec les besoins économiques immédiats et locaux des entreprises : **chaque jeune, quel que soit le lieu géographique de son lycée professionnel, doit pouvoir trouver la formation de son choix. Nous refusons l'emprise du monde économique sur la formation professionnelle au détriment de l'éducation.**

Pour nos organisations syndicales, CGT Educ'action 35, SGEN CFTD 35, SNFOLC 35, SNUEP FSU 35, Sud Education 35, UNSA éducation 35, l'urgence est de renforcer les lycées professionnels et de donner plus de temps et de moyens aux personnels pour faire réussir tous les élèves.

La réforme est à l'opposé de nos ambitions et impactera l'ensemble des personnels de l'Education nationale. Nos organisations syndicales appellent donc à une journée de grève et de manifestation le mardi 18 octobre, point de départ de la mobilisation pour obtenir le retrait de ce projet.

Rassemblement à Rennes devant la DSDEN à 11h le mardi 18 octobre.

Préparez vos pancartes - une banderole par LP !

Manifestons toutes et tous ensemble jusqu'au Rectorat pour le retrait du projet MACRON.